

## Le nombre de séparations conflictuelles a fortement augmenté

Publié aujourd'hui à 15h54, ATS

Le fondateur du Centre d'écoute et d'assistance de l'enfant et de l'adulte réagit et propose que tous les parents qui se séparent passent par une médiation.

Le nombre de séparations conflictuelles a fortement augmenté durant la pandémie. En 2021, les demandes auprès du Centre d'écoute et d'assistance de l'enfant et de l'adulte KESCHA ont augmenté de plus de 30%, rapporte la SonntagsZeitung. Dans la majorité des cas, cela concernait une séparation ou un divorce avec enfants qui s'était tout sauf bien passé.

C'est pourquoi le fondateur du centre KESCHA Guido Fluri demande une modification du droit de la procédure familiale. Concrètement, il propose que tous les parents qui se séparent passent par une médiation avant la décision du tribunal ou de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et tentent de trouver une solution ensemble.

Le canton de Berne a adopté l'idée de Guido Fluri. En août 2021, il a entamé une procédure consultative.

«Pas enthousiasmée»

L'Association des avocats bernois (AAB) n'est toutefois pas vraiment enthousiasmée par cette nouvelle approche. Elle est dérangée par le fait que l'accès au tribunal ne soit possible que par le biais d'entretiens au centre pour les familles.

ATS



Guido Fluri propose que tous les parents qui se séparent passent par une médiation avant la décision du tribunal



Online-Ausgabe

24 heures  
1003 Lausanne  
021/ 349 44 44  
<https://www.24heures.ch/>

Medienart: Internet  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
UUpM: 1'040'000  
Page Visits: 2'703'100



Web Ansicht

Auftrag: 1094819  
Themen-Nr.: 037.021

Referenz: 83334795  
Ausschnitt Seite: 2/2

News Websites

ou de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et tentent de trouver une solution ensemble.**KEystone**



## Coronavirus, relations avec l'UE et candidature de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU: la revue de presse dominicale

Le coronavirus est encore présent dans la presse dominicale. Il est également question des relations avec l'UE et de la candidature de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU.

Aujourd'hui, 9h01

### Relations avec l'Union européenne

SONNTAGSZEITUNG: Dans la planification de sa relation future avec l'UE, la Suisse doit sortir des "questions purement techniques et institutionnelles", estime le président de la Confédération Ignazio Cassis. A la place, il faut se concentrer sur le contenu. "Ce n'est que lorsque nous aurons enrichi le contenu, lorsque la politique et la société reconnaîtront les gains matériels que la Suisse peut attendre, qu'un rapprochement institutionnel sera accepté", indique le Tessinois dans une interview à la SonntagsZeitung. Il explique que le Conseil fédéral est en train de délimiter le cadre d'un possible nouveau paquet de bilatérales ou d'un agenda de discussion avec l'UE et analyse les éléments possibles. Et d'ajouter que la Suisse ne doit pas se limiter à des accords de participation au marché intérieur. Il existe de nombreuses possibilités d'approfondir les relations avec l'UE, par exemple dans le domaine de la santé, de la recherche, des médias ou de la culture.

### Coronavirus

SONNTAGSZEITUNG/SONNTAGSBLICK: La vague Omicron a atteint son pic, selon les experts. "La vague est en train de retomber, c'est indéniable", affirme l'épidémiologiste Andreas Cerny dans la SonntagsZeitung. Le président des médecins cantonaux Rudolf Hauri est du même avis: la tendance à la baisse est claire et constatable partout". Pour les experts, le port du masque obligatoire ainsi que le certificat Covid peuvent donc être assouplis à la mi-février. M. Cerny met toutefois en garde: "si le virus se propage extrêmement rapidement en cas de suppression soudaine de toutes les mesures, cela pourrait tout de même entraîner une surcharge des hôpitaux". Dans le SonntagsBlick, M. Hauri explique qu'il n'y a pas de sortie de la pandémie définissable dans le temps mais bien un "passage progressif de la forme épidémique à la forme endémique". L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) s'attend pour sa part à ce qu'une charge supplémentaire de la maladie importante subsiste après la pandémie, selon un procès-verbal d'une réunion qui s'est tenue vendredi et que le SonntagsBlick s'est procuré.

SONNTAGSBLICK: Les décès chez les personnes sans passeport suisse ont été nettement plus fréquents que chez les Helvètes lors de la pandémie. C'est ce que montre, selon le SonntagsBlick, une étude réalisée par des scientifiques sur mandat du service de presse Intégration en se basant sur les données de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Les résultats sont "extrêmement clairs". Chez les citoyens suisses âgés de 65 à 74 ans, l'augmentation des décès en 2020 par rapport à 2019 était de 2,2%, alors qu'elle était de 20,9% chez les personnes du même âge sans passeport suisse. Dans les autres groupes d'âges également, l'augmentation a été drastiquement plus élevée. Cette mortalité plus élevée serait due aux désavantages sociaux et économiques auxquels font face les personnes sans passeport suisse, tels que des logements plus étroits, des emplois sans possibilité de télétravail ou la dépendance aux transports publics.

SONNTAGSBLICK: Après la première vague de Covid-19, la Suisse a agi avec trop d'hésitation, estime Lukas Engelberger, président des directeurs cantonaux de la santé, dans une interview avec le SonntagsBlick. De plus, le passage de la situation extraordinaire à la situation particulière s'est fait avec difficulté. "Nous devons aujourd'hui admettre que nous n'en avons pas fait assez par moments", relève M. Engelberger, qui ajoute que, déjà après la première vague, il était évident à quel point cette pandémie était dangereuse. Egalement interrogé par le journal, le directeur du Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPF de Zurich Egbert Sturm se dit pour sa part surpris de voir à quel point l'économie suisse a bien maîtrisé la pandémie. Il y a certes eu des coupes douloureuses, mais il n'y a pas eu de très grands bouleversements, la crise n'a jamais remis en question l'ordre économique, détaille-t-il.

### Candidature de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU



SONNTAGSBLICK/NZZ AM SONNTAG: L'UDC veut forcer la tenue d'une session extraordinaire sur la candidature de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU. L'UDC a déjà déposé sa demande, indique le président du groupe parlementaire Thomas Aeschi (ZG) dans le SonntagsBlick. La demande a abouti, ont confirmé les services du Parlement à la NZZ am Sonntag. "La crise ukrainienne montre que notre principale contribution à la politique de paix consiste à nous proposer comme médiateur", relève dans la NZZ am Sonntag le conseiller national Franz Grüter (UDC/LU), qui préside la commission de politique extérieure. "L'UDC veut que tous les partis se prononcent à nouveau pour ou contre la candidature de la Suisse neutre au Conseil de sécurité de l'ONU avant l'élection prévue en juin 2022", ajoute M. Aeschi dans le SonntagsBlick. Il estime que la neutralité suisse est gravement menacée.

### La question énergétique

NZZ AM SONNTAG: L'économie suisse s'est jusqu'à présent mal organisée dans le débat sur l'énergie. La domination de la gauche en matière de politique énergétique et climatique doit être brisée. Selon la NZZ am Sonntag, c'est ce qui ressort d'un document présenté mi-janvier lors d'une rencontre réunissant les géants de l'énergie FMB et AXPO, les services électriques de la ville de Zurich, le TCS, l'association de l'industrie des machines Swissem ainsi que différents représentants du domaine des énergies renouvelables. Cette mauvaise organisation a eu pour conséquence que des "intérêts spéciaux organisés", principalement rose-verts, ont dominé la discussion avec leurs arguments, poursuit le document. Les acteurs présents à la réunion veulent changer cela. Ils sont en outre convaincus que les dispositions actuelles en matière de protection de l'environnement ne permettront pas de réaliser le tournant énergétique. Ils souhaitent donc que leurs préoccupations soient intégrées dans le processus politique. Il s'agit dans un premier temps d'influencer le Conseil des Etats.

LE MATIN DIMANCHE/SONNTAGSZEITUNG: Entre 2010 et 2020, près de 1800 plaintes pénales par an ont été déposées pour dénoncer un délit dans une maison de retraite en Suisse, rapportent le Matin Dimanche et la SonntagsZeitung. Pour arriver à ces chiffres, les journaux ont demandé à l'Office fédéral de la statistique (OFS) de ressortir toutes les plaintes qui mentionnaient comme lieu de l'infraction un EMS ou une maison de retraite. Les plaintes concernent avant tout des délits contre le patrimoine (vols, dommages à la propriété, etc). Un quart sont des dénonciations pour crimes et délits contre la liberté. Les délits sexuels et les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelles sont rares. Ces données brutes n'indiquent toutefois pas combien de plaintes ont abouti à une condamnation ni combien visent des employés, des résidents ou des tiers, précisent les journaux.

SONNTAGSZEITUNG: Le nombre de séparations conflictuelles a fortement augmenté durant la pandémie. En 2021, les demandes auprès du Centre d'écoute et d'assistance de l'enfant et de l'adulte KESCHA ont augmenté de plus de 30%, rapporte la SonntagsZeitung. Dans la majorité des cas, cela concernait une séparation ou un divorce avec enfants qui s'était tout sauf bien passé. C'est pourquoi le fondateur du centre KESCHA Guido Fluri demande une modification du droit de la procédure familiale. Concrètement, il propose que tous les parents qui se séparent passent par une médiation avant la décision du tribunal ou de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et tentent de trouver une solution ensemble. Le canton de Berne a adopté l'idée en M. Fluri. En août 2021, il a entamé une procédure consultative. L'Association des avocats bernois (AAB) n'est toutefois pas vraiment enthousiasmée par cette nouvelle approche. Elle est dérangée par le fait que l'accès au tribunal ne soit possible que par le biais d'entretiens au centre pour les familles. (ats)



Keystone  
La presse dominicale se penche aussi sur le débat énergétique.



Pandémie

## La vague Omicron a atteint son pic en Suisse, selon plusieurs experts

La pandémie a tué proportionnellement bien plus de non Suisses que de Suisses, selon des statistiques de l'OFS. Notre suivi sur le front du virus

6 février 2022, Le Temps avec les agences

L'obligation vaccinale est entrée en vigueur en Autriche ce samedi.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan est positif au covid.

Malgré l'application d'une politique stricte de limitation des cas, Hongkong bat un record d'infections.

Retrouver notre suivi du 5 février

### ■ Les décès bien plus nombreux chez les personnes sans passeport suisse

C'est le Sonntagsblick qui le révèle: l'étude réalisée par des scientifiques sur mandat du service de presse Intégration et fondée sur les données de l'Office fédéral de la statistique est sans appel, les décès chez les personnes sans passeport suisse ont été nettement plus fréquents que chez les Helvètes lors de la pandémie.

Les résultats sont même «extrêmement clairs». Chez les citoyens suisses âgés de 65 à 74 ans, l'augmentation des décès en 2020 par rapport à 2019 était de 2,2%, alors qu'elle était de 20,9% chez les personnes du même âge sans passeport suisse. Dans les autres groupes d'âges également, l'augmentation a été drastiquement plus élevée.

Cette mortalité plus élevée serait due aux désavantages sociaux et économiques auxquels font face les personnes sans passeport suisse, tels que des logements plus étroits, des emplois sans possibilité de télétravail ou la dépendance aux transports publics. Autant de critères qui ont rendu plus difficile l'adaptation à la pandémie.

### ■ La vague Omicron a atteint son pic

«La vague est en train de retomber, c'est indéniable», affirme l'épidémiologiste Andreas Cerny dans la SonntagsZeitung (un expert qui était plutôt prudent jusqu'ici, rappelle le journal). Les chiffres sont encourageants, et la moyenne sur 7 jours du nombre de cas baisse significativement depuis trois jours. Même si les experts disent qu'ils ne sont plus très fiables comme mesure de la pandémie, écrit le dominical, le nombre de personnes dans les hôpitaux est également en baisse.

Dans le SonntagsBlick, le président des médecins cantonaux Rudolf Hauri explique qu'il n'y a pas de sortie de la pandémie définissable dans le temps mais bien un «passage progressif de la forme épidémique à la forme endémique». Lui aussi estime que la tendance à la baisse est «claire et constatable partout». Pour les experts, le port du masque obligatoire ainsi que le certificat Covid peuvent donc être assouplis à la mi-février.

Relire: Quand pourrions-nous dire de la pandémie qu'elle est terminée?

### ■ Des séparations plus conflictuelles pendant la pandémie

Le nombre de séparations conflictuelles a fortement augmenté durant la pandémie. En 2021, les demandes auprès du Centre d'écoute et d'assistance de l'enfant et de l'adulte KESCHA ont augmenté de plus de 30%, rapporte la SonntagsZeitung. Dans la majorité des cas, cela concernait une séparation ou un divorce avec enfants qui s'était tout sauf bien passé.



C'est pourquoi le fondateur du centre KESCHA Guido Fluri demande une modification du droit de la procédure familiale. Concrètement, il propose que tous les parents qui se séparent passent par une médiation avant la décision du tribunal ou de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et tentent de trouver une solution ensemble. Le canton de Berne a adopté l'idée de Guido Fluri. En août 2021, il a entamé une procédure consultative. L'Association des avocats bernois (AAB) n'est toutefois pas vraiment enthousiasmée par cette nouvelle approche. Elle est dérangée par le fait que l'accès au tribunal ne soit possible que par le biais d'entretiens au centre pour les familles.

### ■ Des mesures trop timides et trop tardives après la 1ère vague

Après la première vague de Covid-19, la Suisse a agi avec trop d'hésitation, estime Lukas Engelberger, président des directeurs cantonaux de la santé, dans une interview du SonntagsBlick. De plus, le passage de la situation extraordinaire à la situation particulière s'est fait avec difficulté. «Nous devons aujourd'hui admettre que nous n'en avons pas fait assez par moments», relève Lukas Engelberger, qui ajoute que, déjà après la première vague, il était évident à quel point cette pandémie était dangereuse



06-02-2022 07:29

## Revue de presse de ce dimanche 6 février 2022

Berne (awp/ats) - Le coronavirus est encore présent dans la presse dominicale. Il est également question des relations avec l'UE et de la candidature de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU. Voici les principales informations, non confirmées à Keystone-ATS:

**SONNTAGSZEITUNG:** Dans la planification de sa relation future avec l'UE, la Suisse doit sortir des "questions purement techniques et institutionnelles", estime le président de la Confédération Ignazio Cassis. A la place, il faut se concentrer sur le contenu. "Ce n'est que lorsque nous aurons enrichi le contenu, lorsque la politique et la société reconnaîtront les gains matériels que la Suisse peut attendre, qu'un rapprochement institutionnel sera accepté", indique le Tessinois dans une interview à la SonntagsZeitung. Il explique que le Conseil fédéral est en train de délimiter le cadre d'un possible nouveau paquet de bilatérales ou d'un agenda de discussion avec l'UE et analyse les éléments possibles. Et d'ajouter que la Suisse ne doit pas se limiter à des accords de participation au marché intérieur. Il existe de nombreuses possibilités d'approfondir les relations avec l'UE, par exemple dans le domaine de la santé, de la recherche, des médias ou de la culture.

**SONNTAGSZEITUNG/SONNTAGSBlick:** La vague Omicron a atteint son pic, selon les experts. "La vague est en train de retomber, c'est indéniable", affirme l'épidémiologiste Andreas Cerny dans la SonntagsZeitung. Le président des médecins cantonaux Rudolf Hauri est du même avis: la tendance à la baisse est claire et constatable partout". Pour les experts, le port du masque obligatoire ainsi que le certificat Covid peuvent donc être assouplis à la mi-février. M. Cerny met toutefois en garde: "si le virus se propage extrêmement rapidement en cas de suppression soudaine de toutes les mesures, cela pourrait tout de même entraîner une surcharge des hôpitaux". Dans le SonntagsBlick, M. Hauri explique qu'il n'y a pas de sortie de la pandémie définissable dans le temps mais bien un "passage progressif de la forme épidémique à la forme endémique". L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) s'attend pour sa part à ce qu'une charge supplémentaire de la maladie importante subsiste après la pandémie, selon un procès-verbal d'une réunion qui s'est tenue vendredi et que le SonntagsBlick s'est procuré.

**SONNTAGSBlick:** Les décès chez les personnes sans passeport suisse ont été nettement plus fréquents que chez les Helvètes lors de la pandémie. C'est ce que montre, selon le SonntagsBlick, une étude réalisée par des scientifiques sur mandat du service de presse Intégration en se basant sur les données de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Les résultats sont "extrêmement clairs". Chez les citoyens suisses âgés de 65 à 74 ans, l'augmentation des décès en 2020 par rapport à 2019 était de 2,2%, alors qu'elle était de 20,9% chez les personnes du même âge sans passeport suisse. Dans les autres groupes d'âges également, l'augmentation a été drastiquement plus élevée. Cette mortalité plus élevée serait due aux désavantages sociaux et économiques auxquels font face les personnes sans passeport suisse, tels que des logements plus étroits, des emplois sans possibilité de télétravail ou la dépendance aux transports publics.

**SONNTAGSBlick:** Après la première vague de Covid-19, la Suisse a agi avec trop d'hésitation, estime Lukas Engelberger, président des directeurs cantonaux de la santé, dans une interview avec le SonntagsBlick. De plus, le passage de la situation extraordinaire à la situation particulière s'est fait avec difficulté. "Nous devons aujourd'hui admettre que nous n'en avons pas fait assez par moments", relève M. Engelberger, qui ajoute que, déjà après la première vague, il était évident à quel point cette pandémie était dangereuse. Egalement interrogé par le journal, le directeur du Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPF de Zurich Egbert Sturm se dit pour sa part surpris de voir à quel point l'économie suisse a bien maîtrisé la pandémie. Il y a certes eu des coupes douloureuses, mais il n'y a pas eu de très grands bouleversements, la crise n'a jamais remis en question l'ordre économique, détaille-t-il.

**SONNTAGSBlick/NZZ AM SONNTAG:** L'UDC veut forcer la tenue d'une session extraordinaire sur la candidature de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU. L'UDC a déjà déposé sa demande, indique le président du groupe





parlementaire Thomas Aeschi (ZG) dans le SonntagsBlick. La demande a abouti, ont confirmé les services du Parlement à la NZZ am Sonntag. "La crise ukrainienne montre que notre principale contribution à la politique de paix consiste à nous proposer comme médiateur", relève dans la NZZ am Sonntag le conseiller national Franz Grüter (UDC/LU), qui préside la commission de politique extérieure. "L'UDC veut que tous les partis se prononcent à nouveau pour ou contre la candidature de la Suisse neutre au Conseil de sécurité de l'ONU avant l'élection prévue en juin 2022", ajoute M. Aeschi dans le SonntagsBlick. Il estime que la neutralité suisse est gravement menacée.

**NZZ AM SONNTAG:** L'économie suisse s'est jusqu'à présent mal organisée dans le débat sur l'énergie. La domination de la gauche en matière de politique énergétique et climatique doit être brisée. Selon la NZZ am Sonntag, c'est ce qui ressort d'un document présenté mi-janvier lors d'une rencontre réunissant les géants de l'énergie FMB et AXPO, les services électriques de la ville de Zurich, le TCS, l'association de l'industrie des machines Swissmem ainsi que différents représentants du domaine des énergies renouvelables. Cette mauvaise organisation a eu pour conséquence que des "intérêts spéciaux organisés", principalement rose-verts, ont dominé la discussion avec leurs arguments, poursuit le document. Les acteurs présents à la réunion veulent changer cela. Ils sont en outre convaincus que les dispositions actuelles en matière de protection de l'environnement ne permettront pas de réaliser le tournant énergétique. Ils souhaitent donc que leurs préoccupations soient intégrées dans le processus politique. Il s'agit dans un premier temps d'influencer le Conseil des Etats.

**LE MATIN DIMANCHE/SONNTAGSZEITUNG:** Entre 2010 et 2020, près de 1800 plaintes pénales par an ont été déposées pour dénoncer un délit dans une maison de retraite en Suisse, rapportent le Matin Dimanche et la SonntagsZeitung. Pour arriver à ces chiffres, les journaux ont demandé à l'Office fédéral de la statistique (OFS) de ressortir toutes les plaintes qui mentionnaient comme lieu de l'infraction un EMS ou une maison de retraite. Les plaintes concernent avant tout des délits contre le patrimoine (vols, dommages à la propriété, etc). Un quart sont des dénonciations pour crimes et délits contre la liberté. Les délits sexuels et les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelles sont rares. Ces données brutes n'indiquent toutefois pas combien de plaintes ont abouti à une condamnation ni combien visent des employés, des résidents ou des tiers, précisent les journaux.

**SONNTAGSZEITUNG:** Le nombre de séparations conflictuelles a fortement augmenté durant la pandémie. En 2021, les demandes auprès du Centre d'écoute et d'assistance de l'enfant et de l'adulte KESCHA ont augmenté de plus de 30%, rapporte la SonntagsZeitung. Dans la majorité des cas, cela concernait une séparation ou un divorce avec enfants qui s'était tout sauf bien passé. C'est pourquoi le fondateur du centre KESCHA Guido Fluri demande une modification du droit de la procédure familiale. Concrètement, il propose que tous les parents qui se séparent passent par une médiation avant la décision du tribunal ou de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et tentent de trouver une solution ensemble. Le canton de Berne a adopté l'idée en M. Fluri. En août 2021, il a entamé une procédure consultative. L'Association des avocats bernois (AAB) n'est toutefois pas vraiment enthousiasmée par cette nouvelle approche. Elle est dérangée par le fait que l'accès au tribunal ne soit possible que par le biais d'entretiens au centre pour les familles.

Note: Ces informations n'ont pas été confirmées par l'ats.



## Le nombre de séparations conflictuelles a fortement augmenté

Publié aujourd'hui à 15h54, ATS

Le fondateur du Centre d'écoute et d'assistance de l'enfant et de l'adulte réagit et propose que tous les parents qui se séparent passent par une médiation.

Le nombre de séparations conflictuelles a fortement augmenté durant la pandémie. En 2021, les demandes auprès du Centre d'écoute et d'assistance de l'enfant et de l'adulte KESCHA ont augmenté de plus de 30%, rapporte la SonntagsZeitung. Dans la majorité des cas, cela concernait une séparation ou un divorce avec enfants qui s'était tout sauf bien passé.

C'est pourquoi le fondateur du centre KESCHA Guido Fluri demande une modification du droit de la procédure familiale. Concrètement, il propose que tous les parents qui se séparent passent par une médiation avant la décision du tribunal ou de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et tentent de trouver une solution ensemble.

Le canton de Berne a adopté l'idée de Guido Fluri. En août 2021, il a entamé une procédure consultative.

«Pas enthousiasmée»

L'Association des avocats bernois (AAB) n'est toutefois pas vraiment enthousiasmée par cette nouvelle approche. Elle est dérangée par le fait que l'accès au tribunal ne soit possible que par le biais d'entretiens au centre pour les familles.

ATS



Guido Fluri propose que tous les parents qui se séparent passent par une médiation avant la décision du tribunal



ou de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte et tentent de trouver une solution ensemble.**KEYSTONE**